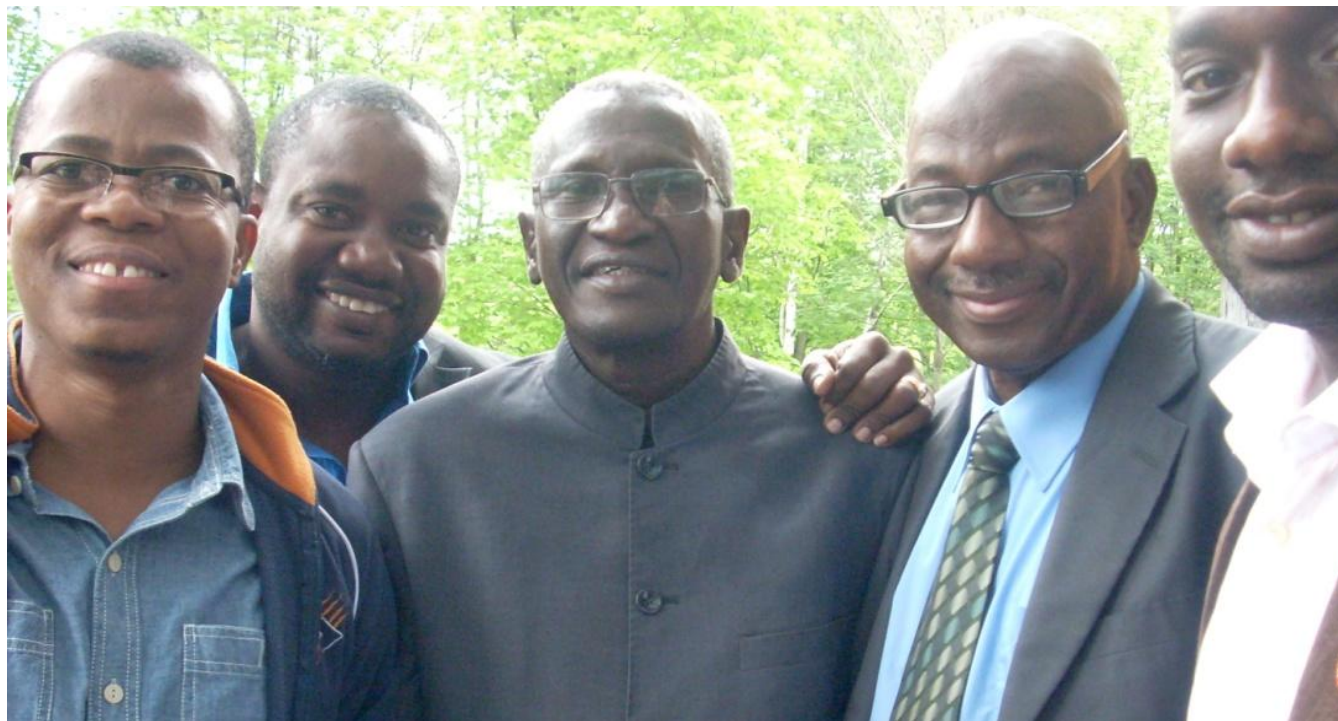


LE PETIT PIFED

PROGRAMME INTERNATIONAL DE FORMATION EN ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT – 15 OCTOBRE 2013



Bonsoir à tous!

L'édition d'octobre présente événement, publication et groupe de recherche qui travaillent tous à la promotion et à la diffusion des connaissances sur l'évaluation.

Par ailleurs, c'est avec beaucoup de plaisir que votre *Petit PIFED* accueille la seconde contribution volontaire. Initiées par Modibo Sidibé, ces contributions constituent le ciment de notre communauté. Ce mois-ci, il s'agit d'un texte de Marie-Henriette Zobo Tabi décrivant ses actions afin de se joindre à une association d'évaluateurs, témoignant de son engagement sans borne et de sa mise en pratique des enseignements reçus lors de la formation de 2013. Nous espérons que vous serez nombreux à nous faire parvenir de tels textes pour les prochaines parutions.

Enfin, c'est M. Aristide Djidjoho, coordonnateur d'évaluation des politiques publiques, qui s'est prêté fort aimablement au portrait d'évaluateur de ce numéro. Le *Petit PIFED* le remercie chaleureusement!

Sommaire

- Bonsoir à tous!... p. 1
- Congrès et conférences... p. 2
- Portrait d'évaluateur : Aristide Djidjoho... p. 3
- Courrier des lecteurs... p. 4
- « Ma démarche d'intégration » par Marie-Henriette Zobo Tabi... p. 4
- Associations et publications... p. 5





Conférence internationale France-Québec-Afrique

La conférence « Adaptation aux changements climatiques et santé publique, pouvons-nous mieux faire ? », s'est tenue les 1^{er}, 2 et 3 octobre derniers au Musée national des beaux-arts du Québec, à Québec. Réunissant des experts de la santé publique et d'autres disciplines, cette conférence a permis d'envisager les actions à prendre sur une longue période afin de développer des solutions innovantes pour réduire les risques et les impacts en santé publique au regard des changements climatiques.

Vous pouvez consulter le programme de la conférence et les sujets abordés à l'adresse suivante :

http://www.monclimatmasante.qc.ca/Data/Sites/1/cp/_conferenceadaptationsantequebec1.pdf



Congrès annuel de la Société canadienne d'évaluation 2015

Le CREXE est fier de souligner la nomination de M. Johann Lucas Jacob à titre de co-président du comité organisateur du Congrès de 2015 de la Société canadienne d'évaluation (SCÉ). Il occupera cette fonction avec Mme Natalie Kishchuk. C'est la Société québécoise d'évaluation de programme (SQEP) qui a été chargée de l'organisation de l'édition 2015 du colloque de la SCÉ. En cette « année internationale de l'évaluation », désignée ainsi par l'organisme international EvalPartners, ce sera une occasion exceptionnelle pour les évaluateurs québécois de faire rayonner leur expertise auprès d'autres professionnels dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques.

M. Jacob n'est pas le seul représentant de l'ENAP à s'illustrer à la SCE. Le mois dernier, Isabelle Bourgeois, professeure en évaluation de programme à l'ENAP de Gatineau, a été nommée co-présidente du Congrès 2014 de la SCE, qui se tiendra à Ottawa du 15 au 18 juin 2014.

La "Third International Conference on National Evaluation Capacities", à São Paulo



Du 29 septembre au 2 octobre 2013, le Bureau de l'évaluation du Programme de développement des Nations-Unies et le ministère brésilien du Développement social et de la lutte contre la faim ont tenu la troisième conférence internationale sur les capacités nationales d'évaluation. Les thématiques abordées cette année portaient sur l'indépendance, la crédibilité et l'utilisation de l'évaluation. Cette conférence a été l'occasion d'échanges ouverts et d'interactions enrichissantes entre les institutions, les professionnels et les décideurs, auxquels MM. Johann Lucas Jacob et Zakari Bonkano ont participé.

Portrait d'évaluateur

« Titulaire d'un Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées en Audit Comptable Financier et Fiscal des Entreprises de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) et d'une Maîtrise en Sciences et Techniques Comptables et Financières de l'Institut d'Administration des Entreprises de l'Université de Picardie Jules Verne en France, j'ai travaillé à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) comme Inspecteur et Contrôleur de Gestion.

Depuis 2006, je suis détaché auprès du Gouvernement du Bénin. En effet, j'ai été appelé par le Ministre du Développement, de l'Économie et des Finances du Bénin en tant qu'assistant. En 2008, le Gouvernement du Bénin a décidé de développer la fonction d'évaluation de l'action publique en créant un Ministère chargé de l'Évaluation de l'Action Publique et de confier cette nouvelle fonction au Ministre d'État Pascal I. Koupaki. J'ai été nommé en février 2009 par ce dernier comme coordonnateur du Bureau d'Évaluation des Politiques Publiques. J'ai pu m'intéresser à divers sujets relatifs à l'évaluation et renforcer mes connaissances dans ce domaine par le biais de diverses formations et conférences. Nous nous sommes résolus très tôt à mener de front deux combats : l'institutionnalisation de l'évaluation au plan national et la réalisation d'évaluations de politiques publiques.

Dans ce cadre, nous pouvons dire avec satisfaction que nous avons fait du chemin et que des résultats probants ont été enregistrés. Je peux citer à notre actif la conduite de plusieurs évaluations de politiques publiques, la mise en place d'un cadre institutionnel national, l'organisation de deux éditions des journées béninoises de l'évaluation, etc. Notre action a permis de développer la pratique évaluative au plan national, de raviver l'intérêt des partenaires techniques et financiers dans le domaine, mais aussi de créer une émulation nouvelle auprès des dirigeants et du public. Les défis auxquels nous faisons face sont un peu les mêmes que dans d'autres pays en développement. Trois défis structurels ont été identifiés au plan national dans la prise en charge de l'évaluation des politiques publiques. Il s'agit de l'institutionnalisation et du renforcement des



fondements de l'évaluation des politiques publiques, du développement du système national d'évaluation et de l'enracinement de la culture évaluative ainsi que de la mise en place des conditions favorables à l'exercice efficace de l'évaluation et sa pérennisation au sein des administrations au niveau central et local. L'utilisation de l'évaluation est encore limitée malgré nos efforts. Nous travaillons quotidiennement à améliorer nos méthodologies et notre démarche pour remédier à cela. Par ailleurs, nous devons également résorber la peur de l'évaluation que développent certains acteurs et qui les amène à ne pas contribuer aux exercices évaluatifs. Mais nous sommes convaincus qu'en poursuivant la sensibilisation et le renforcement des capacités, nous devrions venir à bout de ces obstacles.

L'évaluation est une profession passionnante de par l'ouverture qu'elle offre sur le monde du développement. Pour moi, cette approche nouvelle comporte une richesse importante dans la manière d'apprécier notre action en faveur du développement. Quand on a à l'esprit que par une évaluation bien utilisée, on peut induire un changement qualitatif dans la vie des citoyens et que les résultats d'une évaluation servent véritablement ce but, on ne peut que se réjouir. Je suis également fier du parcours du Bénin dans le domaine. En si peu de temps, nous avons accompli beaucoup, notamment l'adoption par le Gouvernement d'une Politique Nationale d'Évaluation pour la période 2012-2021 et la mise en place du Conseil National de l'Évaluation. C'est aussi ce sentiment d'être au cœur des réformes qui contribuent à l'amélioration de la gouvernance, de l'efficacité de l'action publique et de la redevabilité au Bénin qui me procure de la satisfaction. C'est le lieu de remercier ici le Premier Ministre Pascal I. Koupaki pour son soutien constant à la cause de l'évaluation au Bénin », Aristide Djidjoho, coordonnateur du Bureau d'évaluation des politiques publiques, ministère de la Prospective, du Développement, de l'Évaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale de la République du Bénin.

Courrier des lecteurs

« Un très grand merci à vous tous, spécialement Annie, pour le *Petit PIFED*. Je tiens à vous annoncer que nous avons fondé notre société d'évaluation en Haïti. Nous sommes en train de travailler sur les premiers documents. Lors de notre première rencontre divers noms ont été proposés, nous vous communiquerons les noms retenus au prochain *Petit PIFED* », Josué Anderson Charlecin.

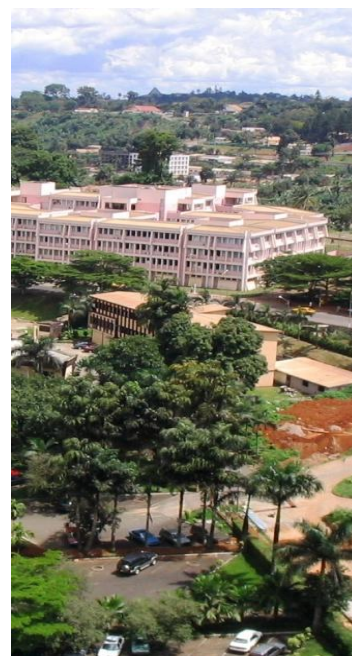
« Merci pour ces nouvelles qui réchauffent! Le *Petit PIFED* va de l'avant! J'aimerais connaître ce que les uns et les autres ont déjà eu à mettre en œuvre en suivi-évaluation depuis qu'ils sont rentrés. En ce qui me concerne, j'ai été associée à l'un de mes chefs, pour la préparation d'une formation en suivi-évaluation. Des approches conceptuelles ont été abordées ainsi qu'un cas pratique pour bien cerner les petites nuances. Un nouvel organigramme de mon administration est entré en vigueur, avec la création d'une cellule des projets, des programmes et de la prospective », Yvette Obekandon-Etoundi.

« Le *Petit PIFED* est extraordinaire. C'est un vrai organe d'interconnexion entre les participants, l'ENAP et le CREXE. Merci au CREXE pour cette louable initiative qui nous a permis non seulement de nous informer et de nous ressourcer sur l'évaluation, mais aussi de consolider les liens récemment acquis. Je remercie M. Philippe Tchegnon d'avoir su partager avec nous ses expériences en matière d'évaluation. Félicitations à toute l'équipe du CREXE! », Marjorie Woolley.

Ma démarche d'intégration en évaluation par Marie-Henriette Zobo Tabi

« Depuis notre participation au PIFED, je me sens de plus en plus intéressée à comprendre et à m'impliquer dans le domaine de l'évaluation. Lorsque je suis rentrée au Cameroun, j'ai pris l'initiative de me rapprocher de l'Association camerounaise d'évaluation et du développement (CaDEA), et je m'y suis inscrite. Je souhaite non seulement y apprendre mais aussi essayer d'y valoriser tout ce dont le PIFED m'a dotée comme outils en matière d'évaluation. Voilà les bons plans que je nourris à l'issue du PIFED. Bien évidemment, je suis à me demander comment m'y prendre véritablement. Aussi, étant du domaine de la formation des adultes et travaillant principalement dans les administrations publiques, j'ai pensé proposer l'intégration d'un cours d'évaluation dans le programme d'enseignement de mon institution. Cette année ceci est très peu probable, pour la simple raison que le concours a été fait : les programmes de cours ont été arrêtés. Néanmoins, je caresse l'espoir que la promotion prochaine bénéficie d'un tel cours, ou tout simplement de faire intégrer un séminaire de trois à cinq jours dans un ou deux programmes de formation pour les ministères. J'ai également pensé à faire une évaluation de l'impact des cours de management sur les populations immédiatement concernées dans les administrations et peut-être au-delà (cf. PIFED 2013 - Cinq étapes d'évaluation externe selon l'ACDI). Je me suis encore dit, peut-être... Vous comprenez bien qu'il y a une infinité de questions, bonnes et moins bonnes, qui trottent dans ma tête.

En réalité toutes ces bonnes intentions nécessitent de préparer les contenus pour un séminaire ou un cours de quarante cinq heures. Je cherche encore par quel bout saisir ces idées. Mais en attendant, je me mets sur le chemin de l'apprentissage de l'évaluation avec la CaDEA qui est une jeune association en construction », Marie-Henriette Zobo Tabi.





Publication

EvalPartners, l'UNICEF, l'OICE et l'UNEG publient *Evaluation and Civil Society. Stakeholders' perspectives on National Evaluation Capacity Development*, une nouvelle publication abordant le sujet des parties prenantes dans les mandats d'évaluation. Cet ouvrage est disponible en téléchargement gratuit à l'adresse Web suivante : http://www.mymande.org/sites/default/files/Evaluation%20and%20civil%20society_v9_final_web.pdf

Mixed Methods International Research Association



« Une nouvelle association professionnelle, la Mixed Methods International Research Association (MMIRA) est présentement en période de recrutement de membres afin de former une communauté de recherche au travers du monde entier. La MMIRA fournit un endroit où des personnes de partout au monde peuvent interagir et discuter de problèmes reliés à la recherche et à la pratique dans le domaine des méthodes mixtes ». Le membrariat vous permet de bénéficier des éléments suivants :

- un abonnement à la revue *Journal of Mixed Methods Research*;
- un rabais sur les frais d'inscription au Congrès annuel de la MMIRA;
- un accès au matériel pédagogique, aux discussions entre les chercheurs en méthodes mixtes, aux nouvelles sur les dernières innovations ainsi qu'aux conférences sur les méthodes mixtes;
- des possibilités de mentorat et de leadership au sein de la MMIRA.

Pour vous joindre à l'association MMIRA, vous devez compléter le formulaire d'inscription disponible sur leur site Web :

<http://mmira.wildapricot.org/>

Source : *Bulletin électronique de la Société canadienne d'évaluation*, 6 août 2013. [En ligne]

<http://www.evaluationcanada.ca/site.cgi?s=1&ss=1&lang=fr&num=01623>

Au mois prochain!

CONCEPTION, RÉDACTION, RÉVISION ET ÉDITION :
CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE EN ÉVALUATION (CREXE), ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)